

MARCHÉ DE SERVICES N° AO-2025-03

PRESTATIONS DE VISITES GUIDEÉS ET D'ANIMATION D'ATELIERS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Commun aux deux lots

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
PREAMBULE – DÉFINITIONS.....	4
ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHÉ.....	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Les parties contractantes	5
1.3 Allotissement du marché.....	5
1.4 Forme du marché.....	5
1.5 Durée de l'accord-cadre.....	6
1.6 Clause d'insertion sociale	6
1.7 Variantes.....	6
1.8 Options technique	6
1.9 Tranches	6
1.10 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	6
1.11 Options au sens du droit communautaire – Prestations similaires.....	7
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS DE L'ACCORD-CADRE	7
ARTICLE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS (DISPOSITIONS COMMUNES AUX 2 LOTS)	9
3.1. Connaissance des lieux.....	9
3.2. Lieux et horaires d'exécution des prestations	9
3.3. Obligation de confidentialité	9
3.4 Service minimal en cas d'arrêt de travail	10
3.5 Encadrement du personnel	10
3.6 Obligation du Titulaire	10
3.7. Représentant du titulaire.....	11
ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES (DISPOSITIONS COMMUNES AUX deux (2) LOTS)	11
4.1 Forme des prix de chaque lot.....	11
4.2. Paiement des prix du bordereau de prix unitaire (BPU)	11
4.3. Contenu des prix de l'accord-cadre.....	12
4.4. Révision de prix	13
4.4.1 Choix de l'indice de référence	13
4.4.2 Modalité de révision des prix.....	13
ARTICLE 5 – MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÉGLEMENT DES PRESTATIONS (DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX (2) LOTS)	14
5.1 Présentation des demandes de paiement	14
5.2 Délai de paiement	14
5.3 Modalités de paiement.....	14
5.4 Modalités de paiement en cas de cotraitance	15
5.5 Versement d'une avance aux Titulaires	15
5.6 Acomptes.....	15
ARTICLE 6 : MODIFICATION DU MARCHÉ.....	16
6.1 Réexamen en cas de modification ou évolution de la réglementation	16
6.2 Réexamen en cas d'absorption et/ou fusion de la Cité de l'architecture et du patrimoine.....	16
6.3 Réexamen en cas de cession du marché	16

6.4 Réexamen du bordereau de prix unitaire (BPU)	17
ARTICLE 7 : DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS	18
7.1 Limitation à la sous-traitance	18
7.2 Modalités de désignation	18
ARTICLE 8– GESTION ET SUIVI DU MARCHE.....	20
8.1 Interlocuteurs.....	20
8.2 Modifications relatives au Titulaire.....	20
ARTICLE 9 : RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE	21
ARTICLE 10 – PENALITÉS (COMMUNES AUX deux (2) LOTS)	21
ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE ET SECURITE DES DONNES PERSONNELLES.....	22
ARTICLE 12 – RESILISATION DE L’ACCORD-CADRE.....	23
ARTICLE 13 : DOCUMENTS A REMETTRE PENDANT L’EXECUTION DE L’ACCORD-CADRE	24
13.1 Documents à produire tous les 6 mois jusqu’à la fin de l’exécution de l’accord-cadre	24
13.2 Documents à produire tous les ans jusqu’à la fin de l’exécution de l’accord-cadre	25
ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES.....	26
14.1 Assurances.....	26
14.2 Obligation d’information	26
14.3 Obligation de confidentialité	27
14.4 Obligation de conseil.....	27
14.5 Attestations et certificats.....	27
ARTICLE 15 – Contestations et litiges	27
15.1 Procédure de règlement amiable des litiges	28
15.2 Procédures de recours	28

PREAMBULE – DÉFINITIONS

Pouvoir adjudicateur : Cité de l'architecture et du patrimoine – 1, place du Trocadéro et du 11 novembre 75116 PARIS

Établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère de la Culture, la Cité de l'architecture et du patrimoine constitue un équipement culturel polyvalent destiné à un large public intéressé par l'architecture, le patrimoine et l'espace de la ville.

Au sens du présent document :

- Le « pouvoir adjudicateur » désigne la personne qui conclut le marché avec le Titulaire, soit en l'espèce la Cité de l'architecture et du patrimoine désigné ci-après « la Cité » ou « pouvoir adjudicateur » ;
- Le « Titulaire » et ou « l'attributaire » désigne l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire ;
- La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de l'une des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. Cette date, qui peut être mentionnée sur un récépissé est considérée comme la date de notification.

Le présent marché est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021, en vigueur à sa date d'engagement. Toutefois, si un nouveau CCAG-FCS entrerait en vigueur pendant la période d'exécution du présent marché, il serait alors applicable à partir de son entrée en vigueur.

ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent marché porte sur la prestation d'animation de visites guidées et d'ateliers au sein des galeries du musée et des expositions temporaires de la Cité de l'architecture et du patrimoine ainsi que hors-les-murs. Les prestations sont

destinées aux groupes (adultes et scolaires) ainsi qu'aux visiteurs individuels (adultes, familles et jeunes publics), elles s'adressent au public français et étranger ainsi qu'au public du champ social et public en situation de handicaps. Elles sont réalisées sous sa marque et correspondent pleinement et uniquement à l'offre culturelle définie par la Cité et transmise au titulaire.

La description des prestations, leurs spécifications techniques détaillées et les résultats attendus sont définis au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Les parties contractantes

Les parties contractantes sont :

Cité de l'architecture et du patrimoine, Établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au 1 place du Trocadéro, 75116 Paris, représentée par Monsieur Julien BARGETON, en qualité de président.

Et, le Titulaire dont l'acte d'engagement a été accepté par la Cité de l'architecture et du patrimoine et désigné par le présent cahier des clauses particulières par le terme « Titulaire ».

1.3 Allotissement du marché

Le marché se décompose en deux (2) lots comme suit :

- **Lot n°1** : Prestations d'animation de visites guidées,
- **Lot n°2** : Prestations d'animation d'ateliers.

Le détail technique de chacun des lots est détaillé aux Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à chacun des lots.

Chaque lot fera l'objet d'un marché (Accord-cadre) distinct.

1.4 Forme du marché

En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique chaque lot prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes, conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à :

- Lot n°1 : 620 000 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre,
- Lot n°2 : 260 000 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre.

1.5 Durée de l'accord-cadre

Pour chacun des lots, l'accord cadre est conclu pour une durée initiale d'un (1) à compter de sa date de notification. Le calendrier prévisionnel pour la première année est le suivant :

- Période de formation qui s'étendra du 7 au 15 mai 2025.
- Phase d'exploitation courante : à compter du 16 mai 2025.

Chaque lot est reconductible 3 (trois) fois 12 (douze) mois par tacite reconduction, sans qu'il ne puisse excéder une durée maximale de 48 mois. En cas de non reconduction de l'accord-cadre, la personne habilitée à signer le signer prend par écrit la décision de non-reconduction.

La Cité de l'architecture et du patrimoine notifie au titulaire la décision de non reconduction au moins quatre mois avant la fin de la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans ce cas, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours et ne peut pas prétendre à une quelconque indemnité, rémunération, etc...

1.6 Clause d'insertion sociale.

Sans objet

1.7 Variantes.

Sans objet

1.8 Options technique

Sans objet.

1.9 Tranches

Sans objet.

1.10 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

1.11 Options au sens du droit communautaire – Prestations similaires

La Cité de l'architecture et du patrimoine se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable, dans les situations décrites à l'article R2122-7 du Code de la Commande publique, pour la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont énumérées ci-après par ordre de priorité suivante :

Pièces particulières :

➤ Pour le lot n°1- Prestation d'animation de visites guidées

1. L'acte d'engagement (AE),
2. L'annexe « A » de l'acte d'engagement « Le Bordereau des prix unitaires (BPU) – Détail quantitatif et estimatifs (DQE) » ;
3. L'annexe « B » de l'acte d'engagement « Cadre de réponse technique » ; ainsi que le mémoire technique, le cas échéant ;
4. L'annexe « C » de l'acte d'engagement « L'engagement de confidentialité » ;
5. L'annexe « D » de l'acte d'engagement « L'attestation d'absence de conflit d'intérêt » ;
6. L'annexe « E » de l'acte d'engagement « L'attestation de respect des lois et principes régissant la République française » ;
7. L'annexe « F » de l'acte d'engagement « Les clauses de sous-traitance et protection des données personnelles ».

➤ Pour le lot 2 - Prestation d'animation d'ateliers

- L'acte d'engagement (AE),
- L'annexe « A » de l'acte d'engagement « Le Bordereau des prix unitaires (BPU) – Détail quantitatif et estimatifs (DQE) » ;

- L'annexe « B » de l'acte d'engagement « Cadre de réponse technique » ; ainsi que le mémoire technique, le cas échéant ;
- L'annexe « C » de l'acte d'engagement « L'engagement de confidentialité » ;
- L'annexe « D » de l'acte d'engagement « L'attestation d'absence de conflit d'intérêt » ;
- L'annexe « E » de l'acte d'engagement « L'attestation de respect des lois et principes régissant la République française » ;
- L'annexe « F » de l'acte d'engagement « Les clauses de sous-traitance et protection des données personnelles ».

► Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux deux lots et ses annexes suivantes :

Annexe 1 : Règlement intérieur

Annexe 2 : Règlement de visite

Annexe 3 : Planning type

Annexe 4a : Fiches d'activité type visite

Annexe 4b : Fiche d'activité type atelier

Annexe 5 : Dépliant jeune public juin-décembre 2024

Annexe 6 : Brochure activités éducatives 2024

Annexe 7 : Grille tarifaire

► Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux deux lots

NB. Seuls les exemplaires originaux conservés par la Cité de l'architecture et du patrimoine font seuls foi.

Pièces générales :

- Le Code de la commande publique,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS),

Ces documents bien que non joints à l'accord-cadre, sont réputés bien connus et les parties contractantes leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

Les conditions générales de vente du Titulaire ne s'appliquent pas.

Après conclusion, le marché pourra éventuellement être modifié par des avenants.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces contractuelles du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Tout autre document présenté par le prestataire dont les clauses seraient contraires aux pièces particulières sont nulles et non avenues.

ARTICLE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS (DISPOSITIONS COMMUNES AUX 2 LOTS)

Pour chacun des lots, les prestations devront être conformes aux stipulations énoncées dans les documents de l'accord-cadre.

Les prestations devront être effectuées conformément aux prescriptions mentionnées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

3.1. Connaissance des lieux

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux pour l'organisation des missions décrites dans le cadre du présent accord-cadre

Par conséquent, le Titulaire ne pourra jamais se prévaloir de conditions particulières pour se dispenser d'exécuter toutes ses missions ou prétendre à une rémunération supplémentaire.

3.2. Lieux et horaires d'exécution des prestations

Les horaires et lieux d'exécution des prestations de chaque lot sont définis au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

La Cité se réserve le droit de venir apporter des compléments et/ou des précisions concernant les horaires et lieux d'exécution des prestations en cours d'exécution de l'accord-cadre.

3.3. Obligation de confidentialité

Le Titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur prestation.

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, a reçu de la Cité de l'architecture et du patrimoine communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution de l'accord-cadre ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le Titulaire doit, sans délai, avertir la Cité de l'architecture et du patrimoine de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

Cette obligation s'étend même après l'expiration de l'accord-cadre, et pour une durée indéterminée.

3.4 Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le Titulaire devra prendre toutes dispositions utiles pour garantir la continuité des prestations. La grève du personnel du Titulaire, de ses co-traitants ou de ses sous-traitants ne constitue, en aucun cas, un cas de force majeure ou d'imprévision.

En cas d'arrêt de travail de ses salariés, le Titulaire s'engage à exécuter, obligatoirement un service minimum dont les modalités ainsi que la durée seront précisées par la Cité de l'architecture et du patrimoine.

3.5 Encadrement du personnel

Outre les dispositions de l'articles 4.2 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP), le Titulaire est responsable de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et d'une manière générale de l'application des prestations demandés au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Les agents du Titulaire devront être corrects envers les représentants de la Cité de l'architecture et du patrimoine. La Cité de l'architecture et du patrimoine se réserve le droit d'exiger le remplacement de tout agent du Titulaire, dont le comportement provoquerait des réclamations justifiées ou des erreurs de gestion.

3.6 Obligation du Titulaire

En plus des obligations prévues à l'articles 4 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP), le Titulaire s'engage envers la Cité de l'architecture et du patrimoine à exécuter les prestations liées au présent accord-cadre, sans aucune réserve et sans omettre les règles de l'Art et de sécurité.

Le Titulaire s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour remédier, sans délai, à toute insuffisance ou irrégularité des prestations qui lui serait signalée par la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Le Titulaire sera toujours directement responsable, tant envers la Cité de l'architecture et du patrimoine, qu'envers les tiers, des dommages de toute nature (accidents corporels, détériorations, vols, etc....) qui pourraient survenir du fait de son personnel ou de son matériel à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

3.7. Représentant du titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 3.2.1 du CCTP, le Titulaire désigne son représentant, interlocuteur de la Cité de l'architecture et du patrimoine. Cette personne est réputée disposer des pouvoirs suffisants pour engager le Titulaire.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES (DISPOSITIONS COMMUNES AUX deux (2) LOTS

4.1 Forme des prix de chaque lot

En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique chaque lot prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bon de commande, conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à :

- **Lot 1 : 620 000 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre**
- **Lot 2 : 260 000 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre**

4.2. Paiement des prix du bordereau de prix unitaire (BPU)

Les bons de commande sont établis par la Cité de l'Architecture et du patrimoine après l'établissement d'un devis par le Titulaire, suivant le bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre. Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Dès réception d'une nouvelle commande, le Titulaire émet un accusé de réception. Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à la Cité dans un

délai de quarante-huit heures (48) heures ouvrées à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. En l'absence de réserves exprimées par le Titulaire dans les délais indiqués, ce dernier ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

Si le Titulaire propose un nouveau délai, le bon de commande devient définitif à l'issue de ce délai, sauf si la Cité de l'architecture et du patrimoine exprime son désaccord dans un délai de quinze jours. Dans ce dernier cas, le désaccord vaut annulation du bon de commande. Toutefois, la Cité de l'architecture et du patrimoine se réserve le droit de maintenir le délai d'origine si la demande de nouveau délai ne lui paraît pas fondée.

Annulation de commande : à titre très exceptionnel et hors cas de force majeure ou défaillance du Titulaire, la Cité de l'architecture et du patrimoine est susceptible d'annuler une prestation après émission du bon de commande réceptionné par le Titulaire. Dans cette hypothèse, le Titulaire se verra uniquement rembourser les frais engagés et la marge bénéficiaire éventuellement perdue, sur présentation obligatoire de l'ensemble des justificatifs. Le Titulaire est informé que la Cité de l'architecture et du patrimoine ne procédera nullement au remboursement du montant total de la commande.

4.3. Contenu des prix de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés tenir compte des prescriptions décrites au CCAP et au CCTP

Le prix est établi sur la base des conditions économiques du mois zéro à savoir : **avril 2025.**

Le prix comprend :

- L'ensemble des prestations décrites au CCAP et au CCTP sans aucune exception ;
- Les frais de déplacements, s'ils ne figurent pas sur une ligne du bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Les temps de réunions ;
- Les frais d'établissement des différents documents demandés au présent marché ;
- Les frais liés à la fourniture à la charge du Titulaire ;
- Et toutes les sujétions en lien avec les stipulations de l'accord-cadre.

Et d'une manière générale, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les missions, l'assurance et déplacement, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

4.4. Révision de prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes la première année et révisable conformément aux dispositions ci-après.

4.4.1 Choix de l'indice de référence

L'indice de référence pour la révision des prix est le suivant : SYNTEC (REV)

En cas de disparition de l'indice, la Cité de l'architecture et du patrimoine communiquera au titulaire un nouvel indice de substitution par courrier recommandé avec accusé réception.

4.4.2 Modalité de révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (soit avril 2025), ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix de l'accord-cadre sont fermes la 1^{ère} année d'exécution et révisables une fois par an à la date anniversaire de l'accord-cadre à l'aide de la formule suivante :

$$P = P_0 * [0.15 + 0.85 * \left(\frac{I}{I_0}\right)]$$

P	Prix unitaire du BPU révisé
P₀	Prix unitaire du BPU initial
I₀	Valeur de l'indice
I	Valeur du dernier indice SYNTEC (REV) connu

Important : l'attention du Titulaire est attirée sur le fait qu'il lui appartient de calculer le coefficient de révision applicable et les nouveaux prix révisés. Il doit, lors de la première application d'un nouveau coefficient de révision, fournir le détail du calcul des prix révisés. Ce coefficient de révision ne pourra être appliqué sur facture, qu'après la validation de la Cité de l'architecture et du patrimoine

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÉGLEMENT DES PRESTATIONS (DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX (2) LOTS)

Le paiement des prestations interviendra après service fait.

5.1 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes à la prestation seront établies par les Titulaires. Sont déduites du montant, le cas échéant, les pénalités prévues au présent CCAP.

Les factures seront déposées par les titulaires sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Informations nécessaires lors du dépôt dans la section « Destinataire de la facture » :

SIRET : 478 184 906 00012

Code service : CITE_ARCHITECTURE_PATRIMOINE

Outre les mentions légales, les factures mentionneront :

-le numéro du marché

-le détail de la prestation réalisée

L'attention du Titulaire est portée sur le fait que la Cité n'est pas responsable du fonctionnement de Chorus Pro et qu'il fait son affaire des informations périodiques sur la plateforme sans que la responsabilité de la Cité ne puisse être recherchée.

5.2 Délai de paiement

Le délai de paiement est de soixante (60) jours à compter de la réception de la demande de paiement, conformément à l'article R.2192-11-2° du Code de la commande publique.

5.3 Modalités de paiement

Les règlements sont effectués par virement.

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le Titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service financier et fournir le RIB correspondant.

5.4 Modalités de paiement en cas de cotraitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

5.5 Versement d'une avance aux Titulaires

Sauf refus précisé dans l'acte d'engagement, le Titulaire bénéficie de l'avance prévue par les articles R.2191-3 à R.2193-10 du Code de la commande publique.

L'avance sur la base du montant forfaitaire est accordée pour chaque lot.

Le taux de l'avance est fixé à 10 % du montant global du marché. Conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le Titulaire est une PME.

Conformément à l'article R.2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant du marché.

Le délai de paiement de l'avance commence à courir à compter de la réception de la demande du Titulaire par la Cité de l'architecture et du patrimoine.

5.6 Acomptes

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R2191-21 à R2191-22 du Code de la commande publique sur la base des prestations effectuées.

La périodicité des acomptes est fixée au maximum à trois mois (3). Lorsque l'un des Titulaires du marché est une petite ou moyenne entreprise, ce délai est ramené à un mois pour les marchés de travaux et sur demande du Titulaire du marché pour les marchés de fournitures et services.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

Le montant de chacun des acomptes est déterminé par le pouvoir adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le Titulaire.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DU MARCHÉ

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen.

6.1 Réexamen en cas de modification ou évolution de la réglementation

Les conditions d'exécution ou étendue des prestations pourront être revues en cas de modification ou évolution de la réglementation nécessitant l'adaptation des clauses du marché, compris les modifications de législation fiscale. Le cas échéant, les prix pourront être revus en conséquence.

6.2 Réexamen en cas d'absorption et/ou fusion de la Cité de l'architecture et du patrimoine

Un changement de statut de la Cité de l'architecture et du patrimoine pouvant intervenir à la suite d'opération de « fusion-absorption » de la structure : transformation de statut juridique, fusion avec un autre établissement...

Dans ce cas le marché est repris par le nouveau pouvoir adjudicateur. La cession du marché doit s'entendre comme la reprise pure et simple, par le concessionnaire qui constitue, pour le Titulaire, son nouveau pouvoir adjudicateur, de l'ensemble des droits et obligations résultant du précédent marché.

La modification fera l'objet d'un accord écrit sur la poursuite de l'exécution du marché comportant les signatures du représentant du nouveau pouvoir adjudicateur et du Titulaire.

6.3 Réexamen en cas de cession du marché

Pour l'application de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique, la cession du marché doit s'entendre comme la reprise pure et simple, par le concessionnaire qui constitue son nouveau Titulaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du précédent marché.

Un changement de Titulaire pourra intervenir à la suite d'opération de « restructuration » de société : rachat, fusion, acquisition ou encore l'insolvabilité. Celle-ci est assurée par un autre opérateur qui remplit les critères de sélection qualitative initialement établis, à condition que cela n'entraîne pas d'autres

modifications substantielles au marché et ne vise pas à se soustraire aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le « nouveau » Titulaire doit remplir les conditions fixées par la Cité de l'architecture et du patrimoine pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

La Cité de l'architecture et du patrimoine ne se prononcera sur la demande de cession qu'après avoir obtenu les documents nécessaires au contrôle de la situation juridique de la société au regard des obligations pour tout titulaire d'un marché public, et des garanties professionnelles et financières du nouveau Titulaire au vu des exigences lors de la passation du marché.

Ainsi la possibilité de céder le marché requiert l'autorisation préalable dûment écrite de la Cité de l'architecture et du patrimoine. A défaut, la cession est inopposable à la Cité de l'architecture et du patrimoine dans le cas de refus d'autorisation. L'exécution de la cession n'engage alors que la responsabilité du Titulaire du marché.

En cas de refus d'autorisation de la Cité de l'architecture et du patrimoine, la cession lui est inopposable. Ainsi, le Titulaire du marché reste seul responsable de son exécution. De plus, aucun lien ne peut naître entre la Cité de l'architecture et du patrimoine et le cessionnaire en principe. En cas de cession non autorisée, le Titulaire risque la résiliation pour faute du marché.

La modification fera l'objet d'un accord écrit sur la poursuite de l'exécution du marché les signatures du représentant de la Cité de l'architecture et du patrimoine, du cessionnaire et du cédant.

6.4 Réexamen du bordereau de prix unitaire (BPU)

Compte tenu du caractère évolutif des prestations objet du marché, il est nécessaire que des prestations qui ne figuraient pas dans le BPU du marché initial, puisse y être introduites.

En conséquence, il est prévu la présente clause de réexamen.

Les lignes (articles) du BPU peuvent être modifiées en cours d'exécution du marché dans les conditions suivantes :

- Soit parce qu'elles viennent en remplacement de prestations qui n'existent plus ;

- Soit parce que des besoins (prestations) qui n'existaient pas ou n'avaient pas été identifiés lors de la conclusion du marché, sont devenus nécessaires à l'exécution du marché.

En outre, au cours du marché, des prestations peuvent ne plus présenter d'intérêt. De même dans le cas de la disparition ou changement du besoin. Ces prestations peuvent être retirés.

Pour ces prestations dont le prix n'existe pas au marché, le montant sera établi sur la base d'un devis proposé par le Titulaire, dans les huit (8) jours suivant la demande de la Cité de l'architecture et du patrimoine. Après acceptation ces prix seront intégrés au contrat.

Les modifications apportées au marché feront l'objet d'un accord des deux parties sous la forme d'un avenant signé et notifié au titulaire pour devenir contractuelles.

ARTICLE 7 : DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter partiellement l'exécution de certaines prestations du marché sous réserves d'agrément préalable de la Cité de l'architecture et du patrimoine.

7.1 Limitation à la sous-traitance

En application de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, les prestations suivantes devront obligatoirement être réalisées par le Titulaire du marché ou l'un des membres du groupement et ne pourront en aucun cas faire l'objet de sous-traitance : **sans objet.**

7.2 Modalités de désignation

L'intervention d'un sous-traitant est subordonnée à son agrément et à l'acceptation de ses conditions de paiement par la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Le Titulaire du présent marché est habilité à sous-traiter certaines de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant pourra être réalisée à l'aide du document DC4 disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus du document DC4 :
 - Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique
 - Au titre des capacités professionnelles et financières du sous-traitant, le chiffre d'affaire des 3 derniers exercices, ses moyens humains et matériels, et ses références pour des services similaires datant de moins de 3 ans.
- Après le dépôt de l'offre, le Titulaire doit adresser au moins 15 jours avant la date de début d'intervention du sous-traitant, un dossier de demande comprenant les pièces suivantes :
 - L'acte spécial (formulaire DC4) mentionnant :
 - La nature des prestations sous-traitées ;
 - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
 - Les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance ;
 - Les modalités de règlement de ces sommes ;
 - Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.
 - Au titre des capacités professionnelles et financières du sous-traitant, le chiffre d'affaire des 3 derniers exercices, ses moyens humains et matériels, et ses références pour des prestations de services similaires datant de moins de 5 ans ;
 - Attestations d'assurances du sous-traitant ;
 - Un document/carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers;
 - Un RIB ;
 - Attestation sur l'honneur du sous-traitant certifiant que l'ensemble de ses salariés effectuant le travail sont employés de façon régulière au regard du code du travail ;
 - Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique
 - Attestation de mise à jour des cotisations d'URSSAF et congés payés ;
 - Facultatif : Certificat de qualification ou autres justificatifs équivalents.

La sous-traitance indirecte ne sera acceptée que si le Titulaire principal concerné fait la démonstration qu'elle est absolument nécessaire du point de vue technique.

En cas de sous-traitance indirecte, le Titulaire doit adresser au représentant du pouvoir adjudicateur, qui en accuse réception, une copie de la caution personnelle et solidaire délivrée au sous-traitant indirect.

Toute sous-traitance occulte expose le Titulaire à l'application des mesures suivantes :

- Mise en régie à ses frais et risques ;
- Résiliation du marché sans indemnité.

ARTICLE 8- GESTION ET SUIVI DU MARCHÉ

8.1 Interlocuteurs

Le Titulaire du marché désigne un interlocuteur dédié en charge du suivi et de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Les interlocuteurs pour la Cité sont :

- Fanny SERVOLE, Directrice de la Direction des Publics :
fanny.servole@citedelarchitecture.fr ;
- Service juridique : marches.publics@citedelarchitecture.fr

8.2 Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, en informer par écrit les interlocuteurs indiqués à l'article 11.1 et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire et, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

En cas de transfert du marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cessions d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, les titulaires doivent impérativement en informer par écrit, dans les plus brefs délais, la personne chargée des marchés publics de la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Prenant acte de cette demande de transfert, la Cité de l'architecture et du patrimoine procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. Un relevé d'identité bancaire (RIB) devra également être joint à la demande ainsi que, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

Suite à cette vérification, elle fera, le cas échéant, l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché en cours au nouveau Titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la Cité de l'architecture et du patrimoine procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

La Cité n'est, en tout état de cause, pas tenue d'accepter la modification du marché et pourra y mettre fin.

ARTICLE 9 : RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

Conformément à l'article 1^{er} de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021, le Titulaire du présent accord-cadre s'engage à respecter et faire respecter, par l'ensemble de ses collaborateurs et partenaires intervenant dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, les principes d'égalité des usagers, de laïcité et de neutralité et ce, tout au long de l'exécution du présent accord-cadre.

En conséquence, le Titulaire s'assurera en particulier que lui et l'ensemble de ses intervenants :

- S'abstiennent notamment de toute manifestation de leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égalitaire toutes personnes ;
- Respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

ARTICLE 10 – PENALITÉS (COMMUNES AUX deux (2) LOTS)

Outre les pénalités prévues à l'article 4.4 du CCTP, la Cité de l'architecture et du patrimoine pourra appliquer les pénalités suivantes :

--	--

Objet	Pénalité en € HT
Non-respect des engagements ou éléments mentionnés dans le mémoire technique par le titulaire	600 €HT Sur simple constat de la Cité de l'architecture et du patrimoine
Pénalités pour mauvaise exécution des prestations	600 €HT Sur simple constat de la Cité de l'architecture et du patrimoine
Absence de diffusion de documents fiscaux périodique	300 € Sur simple constat de la Cité de l'architecture et du patrimoine
Absence de diffusion périodique de la liste nominative des travailleurs étrangers	300 € Sur simple constat de la Cité de l'architecture et du patrimoine
Manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	200 euros par jour calendaire de retard, sans pouvoir excéder à la fois 10 % du montant de l'accord-cadre et 75 000,00 euros et/ou résiliation de l'accord-cadre sans indemnité et aux frais et risques du titulaire.
Non-respect des principes de la République	500 € Sur simple constat de la Cité de l'architecture et du patrimoine
Non-respect des dispositions relatives à la confidentialité des données	1000 € Sur simple constat de la Cité de l'architecture et du patrimoine

**ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE ET SECURITE DES DONNES
PERSONNELLES**

Le Titulaire qui reçoit communication d'informations, documents ou données, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre est tenu de maintenir confidentielle ces informations.

Les supports informatiques fournis par la Cité de l'architecture et du patrimoine et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultants de leur traitement par le Titulaire restent la propriété de l'organisme.

Ces données, documents ou objets ne peuvent être utilisées à des fins autres que celles spécifiées à l'accord-cadre

Ces données, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de la Cité de l'architecture et du patrimoine, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre. Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer d'information confidentielle qui pourrait lui parvenir sans autorisation préalable de l'organisme.

Le Titulaire reconnaît que l'ensemble des données et fichiers communiqués est soumis au respect de la réglementation applicable en France et dans l'Union européenne dans le domaine de la protection des données à caractère personnel (« réglementation Informatique et libertés »).

En cas de non-respect par le Titulaire de ces obligations et/ou des clauses de soustraction « Protection des données personnelles » et indépendamment des sanctions encourues, la Cité de l'architecture et du patrimoine peut résilier l'accord-cadre sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit, pour le Titulaire.

Cette obligation s'applique à tous les collaborateurs du Titulaire.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre

ARTICLE 12 – RESILISATION DE L'ACCORD-CADRE

La Cité de l'architecture et du patrimoine, peut résilier l'accord-cadre pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- Si le Titulaire ne respecte pas les dispositions techniques relatives à l'accord-cadre énoncées dans les pièces contractuelles de l'accord-cadre ;
- Si le Titulaire est en redressement ou liquidation judiciaire ;

- Si postérieurement à la signature de l'accord-cadre, le Titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Si le Titulaire ne dispose pas des qualifications nécessaires pour l'exécution de l'accord-cadre.
- Si postérieurement à la signature de l'accord-cadre, les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l'accord-cadre, s'avèrent inexacts ;
- Si le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail ;
- Si le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre à des actes frauduleux ;
- Si le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel mentionnées au présent CCAP
- Si le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les principes de la Républiques mentionnés au présent CCAP ;
- En cas de sous-traitance non autorisée par la Cité de l'architecture et du patrimoine ;
- En cas de cession non autorisée par la Cité de l'architecture et du patrimoine.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées par la Cité de l'architecture et du patrimoine à l'encontre du Titulaire du présent accord-cadre en raison de ses fautes.

ARTICLE 13 : DOCUMENTS A REMETTRE PENDANT L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

13.1 Documents à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du code du Travail, le Titulaire s'engage à fournir, tous les 6 mois, à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations suivantes :

- L'attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le Titulaire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois ;
- Un document garant de l'inscription du Titulaire au Registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (K-bis, cadre d'identification, ou autres documents, un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription) ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés par le Titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié :

1. Sa date d'embauche ;
2. Sa nationalité ;
3. Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'inexactitude ou de non production des documents et renseignements, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du Titulaire.

13.2 Documents à produire tous les ans jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre

Tous les ans, à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- L'attestation délivrée par l'administration fiscale établissant que le Titulaire est à jour de ses obligations fiscales pour l'année N-1 ;
- Les attestations d'assurances mentionnées au présent article 14.1 du présent C.C.A.P.

Les documents exigibles en cas de détachement d'un salarié sur le sol français

Dans l'hypothèse où l'un des intervenant dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre était établi hors du territoire français, les documents suivants seront obligatoirement communiqués à la Cité de l'architecture et du patrimoine, avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, en application des articles R. 1263-3 et suivants du code du travail :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2. (La désignation de ce représentant est effectuée par écrit par

l'employeur. Elle comporte les noms, prénoms, date et lieu de naissance, adresse électronique et postale en France, le cas échéant la raison sociale, ainsi que les coordonnées téléphoniques du représentant. Elle indique l'acceptation par l'intéressé de sa désignation ainsi que la date d'effet et la durée de la désignation, qui ne peut excéder la période de détachement.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la Cité de l'architecture et du patrimoine à l'adresse suivante:

<http://www.e-attestations.fr>

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 Assurances

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Cité de l'architecture et du patrimoine et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire devra justifier qu'il est Titulaire de cette assurance au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Cité de l'architecture et du patrimoine et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

14.2 Obligation d'information

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à la Cité de l'architecture et du patrimoine les modifications survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- À sa domiciliation bancaire ; et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Le défaut de communication de ces renseignements dégagera la responsabilité de la Cité de l'architecture et du patrimoine dans toute éventuelle erreur d'acheminement d'un document au titre du présent accord-cadre et le Titulaire ne pourra invoquer cette erreur pour contester.

En cas de non communication des modifications, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du Titulaire.

14.3 Obligation de confidentialité

Les intervenants du Titulaire sont tenus au secret professionnel défini à l'article L. 211-3 du code du patrimoine et par l'article 226-13 du code pénal.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au Titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire.

14.4 Obligation de conseil

Le Titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

14.5 Attestations et certificats

Le Titulaire de l'accord-cadre garantit les moyens humains adaptés (capacités professionnelles et qualifications métier) et dimensionnés pour l'exécution des prestations de manière à assurer le bon déroulement des prestations décrites dans les documents de l'accord-cadre

ARTICLE 15 – Contestations et litiges

15.1 Procédure de règlement amiable des litiges

Afin de trouver une solution à toutes difficultés, litiges, contestations qui pourraient naître entre les parties à l'occasion du présent accord-cadre. Les parties conviennent de se réunir dans les quinze (15) jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, notifiée par l'une des deux parties.

La présente procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les Parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Toutefois, si au terme d'un délai de trente (30) jours, les parties n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur un compromis ou une solution, le litige serait alors soumis à la compétence juridictionnelle

15.2 Procédures de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Paris, 7, rue de Jouy ,75181 PARIS Cedex 04

Téléphone : 01 44 49 44 00

Télécopieur : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
